

Sale temps pour les émirs

Tirées de la préhistoire par la découverte d'immenses champs pétroliers entre les années 1930 et les années 1970, comme Burgan au Koweït et Ghawar en Arabie saoudite, les monarchies du Golfe sont – si l'on croit Jim Krane, auteur de notre lecture du jour, une étude parue ce 19 décembre dans *Foreign Affairs*^(*) – «une source d'énergie idéale pour le monde libre» (sous-entendu pour le monde capitaliste avancé, ndlr).

Cette fonction risque toutefois de connaître de profonds bouleversements plus tôt qu'on ne le croit. Il y a une raison principale à cela : «La demande interne semble affecter lourdement des tendances jusque-là dominantes, marquées principalement par l'absence de demande régionale pour des populations minuscules et (des) économies sous-développées.»

La croissance économique et démographique sans précédent que les pays du Golfe ont enregistrée, semble avoir extrait «les familles régnantes» de ce qui, il y a peu de temps encore, s'apparentait à une vie de «quasi-privation primitive, avec peu d'accès à l'électricité, l'eau potable, la médecine ou l'éducation».

Des indices probants viennent attester que les choses ont grandement évolué : «Les monarchies du Golfe développent un goût croissant pour leur principal produit d'exportation» qui «préfigure une période de grande volatilité et d'incertitude» des marchés.

Il est question ici de l'addiction croissante des pays producteurs à la ressource pétrolière.

L'augmentation de la consommation d'énergie dans les six pays exportateurs de la région a été de 8% par an depuis 1972 (comparativement aux 2% enregistrés par le reste du monde). «Ensemble, quatre des six monarchies (Koweït, Qatar, Arabie saoudite, et les Emirats arabes unis) totalisent moins d'un pour cent de la population mondia-

le, mais totalisent plus de cinq pour cent de la consommation mondiale de pétrole.»

Ainsi, est-on surpris d'apprendre que l'Arabie saoudite, qui consomme environ un quart de sa propre production, est désormais presque aussi gourmande que la Russie, le Brésil ou l'Allemagne, pays dont l'économie et les populations sont nettement plus consistantes.

Que recouvre cette donne ? Certainement une amélioration des revenus des populations et des Etats au cours des dernières décennies, mais également un autre facteur, dont le gouvernement, est entièrement responsable : les prix.

Dans les pays du Golfe, l'énergie est, pratiquement, gratuite. Le prix du litre d'essence en Arabie saoudite représente à peine le quart du prix de l'eau en bouteille. Au Koweït, l'électricité coûte seulement 0,7 cent par kilowatt-heure depuis... 1966 (les Américains paient environ 15 fois plus.) Dans la ville voisine du Qatar, les citoyens reçoivent l'électricité et l'eau gratuitement et à volonté.

Le bas niveau des prix de la consommation d'énergie est jugé «typique de pétro-Etats autocratiques ou populistes» au-delà de la péninsule arabique, dont l'Algérie, le Brunei, l'Iran, l'Irak, la Libye, le Turkménistan et le Venezuela. Il constituerait «une menace stratégique» pour le reste des Etats.

L'addiction à «l'énergie bon marché» est porteuse d'incidences fâcheuses, comme la multiplication des infrastructures et le recours à des technologies à forte intensité énergétique (gratte-ciel, Hummers, production d'aluminium, d'engrais et de produits pétrochimiques). Elle encourage, par ailleurs, des comportements criminels de gaspillage : il arrive, nous apprend l'auteur, que des familles saoudiennes quittent leurs maisons en laissant les climatiseurs en marche pendant de longues vacances.

Les conséquences sur l'environnement sont immédiates : les émissions par habitant de carbone du Golfe sont incomparablement supérieures à celles enregistrées dans d'autres régions du

monde, y compris en comparaison de grands émetteurs comme l'Australie, le Canada et les États-Unis. Selon le FMI, l'élimination des subventions à l'énergie concentrées dans les Etats producteurs de pétrole permettrait de réduire les émissions de carbone de 13% à travers le monde. Sur le long terme, le Koweït devrait réduire sa demande d'électricité de près de 60%, et à Abu Dhabi de 40%. La fin des subventions de l'essence en Arabie saoudite pourrait réduire sa demande intérieure d'un tiers.

Dans un monde interconnecté, les monarchies du Golfe ne sont pas les seules à en subir les conséquences qui se profilent sur le long terme : «Les pays du Golfe tirent, en moyenne, 40% de leur PIB et 80 pour cent de leurs budgets nationaux des exportations de pétrole. Pourtant, si les tendances de consommation sur le long terme continuent, ces pays seront incapables de maintenir un niveau d'offre aussi important pour les marchés mondiaux. La plupart d'entre eux connaissent déjà des pénuries de gaz naturel utilisé dans la production d'électricité, et certains, dont le Koweït et l'Arabie saoudite, obtiennent plus de la moitié de leur électricité à partir de pétrole brut et d'autres combustibles liquides précieux.»

Selon Khalid al-Falih, P-dg de Saudi Aramco, faute de changements importants de comportements, la consommation du royaume saoudien pourrait passer de trois à huit millions de barils/jour en 2030.

Une autre projection établie par Jadwa Investment Bank de Riyad est encore plus sombre : l'Arabie saoudite va consommer la totalité de sa capacité de production de 12,5 millions de barils/jour en 2043.

Chatham House de Londres va encore plus loin en prédisant que le royaume va devenir un importateur net de pétrole encore plus tôt, d'ici 2038.

Les réformes ne seront pas faciles à mettre en œuvre : «Dans beaucoup de pays membres de l'Opep, comme le Venezuela et l'Indonésie, les augmentations de prix suscitent des réactions violentes de populations qui ont renver-



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

sé des gouvernements (respectivement en 1993 et 1998).» Plus récemment, les émeutiers du printemps arabe ont inscrit la baisse des prestations comme «un grief majeur», dans des pays allant de la Tunisie à Oman. Aussi, pour beaucoup de sujets des monarchies du Golfe, la hausse des prix de l'électricité ou de l'essence est politiquement illégitime.

L'Iran fait ici office d'exception : «Pourtant dans le Golfe, un vieil ennemi, l'Iran, a prouvé qu'une autocratie exportatrice de pétrole peut réussir un énorme changement dans la tarification de l'énergie sans provoquer de troubles» – même si le gouvernement a été «finalement contraint de suspendre ses réformes dans le sillage de l'inflation, de la dévaluation et de l'embargo».

Le roi Fayçal semble être bien seul dans ce concert d'assistés : «En une génération, nous sommes passés de dos de chameau aux Cadillac (...) A la façon dont nous gaspillons l'argent, je crains que la prochaine génération ne sera à nouveau à dos de chameau», avait-il prédit.

A. B.

(*) Jim Krane, *Guzzling in the Gulf : The Monarchies Face a Threat From Within*, Foreign Affairs, 19 décembre 2014.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Après vous, chers walis !

L'Algérie appelle l'Opep à baisser la production. Un appel en...

... PCV !

Tout le monde demande une enquête sur les conditions du malaise, puis du décès du wali de Annaba. Tout le monde sauf... les walis. J'ai entendu des femmes et des hommes politiques exiger cette enquête. J'ai entendu des avocats exprimer la même exigence. J'ai entendu des associations de droits de l'Homme dire la même chose. Je n'ai pas encore entendu un seul wali en exercice balbutier qu'il fallait enquêter sur ce drame pour en finir avec les pressions insupportables que ce corps de métier subit des potentats locaux. Et puisque la mode est à s'extasier devant le modèle tunisien, je rappelle que lorsque les conditions des plaidoiries ont été touchées, rognées sur les derniers jours du règne de Ben Ali, les robes noires n'ont pas hésité à sortir des prétoires et à aller faire sit-in, se salir un peu les semelles des mocassins et braver la soldatesque et la flicaille avenue Habib-Bourguiba. Chez nous, tout le monde affirme que les walis vivent un enfer de pressions. Encore une fois, je le répète, tout le monde sauf les principaux concernés, les

walis eux-mêmes. La presse ne va pas déposer plainte à la place des walis ! Ce n'est pas son rôle. Par contre, la presse peut tenter d'informer l'opinion sur la volonté ou non de la famille du défunt de demander une enquête. Et les walis en exercice ? Vont-ils attendre de se voir débarqués, d'être mis d'office à la retraite ou dans un garage chauffé par la rente pour se l'ouvrir enfin, parler, révéler qu'ils ont subi des pressions inimaginables, humainement horribles ? Pourtant, s'il y a des pressions aussi atroces, et pas seulement à Annaba, c'est maintenant qu'il faut le dire. En Tunisie – encore ce pays – les commis de l'Etat ne se sont pas cachés derrière l'obligation de réserve et les interdictions de manifester. Ils ont bravé cette barrière psychologique et pseudo-légale pour dire en bloc leur mal-être. Alors oui ! La seule question qui me semble mériter d'être posée aujourd'hui chez nous est celle-là : puisque tout le monde s'accorde sur la stature exceptionnelle du défunt wali de Annaba, sur son combat contre les lobbys maffieux, sa mémoire et son parcours ne méritent-ils pas que le corps des walis en exercice fasse enfin bouger les lignes de la corruption en levant un pan de ce voile de la honte qui les enserre comme un linceul ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.